

# PROBLEMATIQUE DES MOUVEMENTS SOCIAUX AU NIGER : ROLE DES MEDIAS SOCIAUX DANS LE CADRE DES JOURNEES D' ACTIONS CITOYENNES DE 2018.

**YAHAYA Badamassi**

*Chercheur Indépendant, Zinder-Niger  
yahayabadamassi@gmail.com*

## **Résumé :**

*Cet article présente le rôle des médias sociaux dans un contexte marqué par des manifestations des rues dans la capitale et dans la plupart des régions du pays. Dans la présente recherche, il s'agit d'analyser le rôle des médias sociaux dans le cadre de la lutte contre certaines mesures contenues dans la loi de finances 2018. Pour trouver des réponses empiriques à ces questions, nous avons fait recours à la méthode qualitative. A cet effet, des entretiens individuels sont administrés auprès de cinq acteurs de la société civile et vingt participants aux marches. Cette recherche a ressorti le rôle des médias sociaux dans le cadre de la mobilisation des citoyens dans la prise en charge des leurs préoccupations. Elle a permis en fin de comprendre l'influence des médias sociaux et leurs limites notamment dans la cybercriminalité.*

**Mots clés :** *Journées d'actions citoyennes, mouvements sociaux, médias sociaux.*

## **Abstract**

*This paper shows the role of social media in a context characterized by street demonstrations in most parts of Niger country. For the first time, since the advent of multiparty system in 1990s.*

*In this research, the aim is to analyze the role of the social media in the fight against certain measures contained in the 2018 Finance act. To find empirical answers to these questions, we used the qualitative method. To this end we conducted individual interviews with five civil society actors and twenty participants at the demonstrations places.*

*This research has highlighted the role of social media in the mobilization of citizens in addressing their concerns. At the end, it helped to understand the influence of social media and their limits, particularly in cybercrime.*

**Key words:** *Days of civic actions, social movements, social media*

## **Introduction**

Dans certains pays africains comme l'Algérie et le Soudan au-delà de l'exemple du printemps arabe, des vagues des contestations ont renversé les régimes au pouvoir pendant des décennies. Ces manifestations contre

l'austérité ont permis d'évacuer la colère des citoyens. Au Niger depuis le mois d'Octobre 2017, sur initiative de la société civile regroupée au sein du cadre de concertation et d'action citoyennes de la société civile indépendante les mouvements sociaux ont émergé et les réseaux sociaux en ont été révélateurs. Car ils constituent aujourd'hui un des canaux les plus efficaces en cette ère du numérique pour exprimer les préoccupations des citoyens. Ce cadre créé par les organisations de la société civile est largement reconnu comme un gardien des droits démocratiques fondamentaux, considéré par Tocqueville comme les chiens de garde de la démocratie américaine (1986), était au centre des manifestations et ne peut plus être ignoré.

Au Niger, l'année 2018 été un terrain fertile pour les mouvements de protestation de la société civile. Cette dernière, parallèlement à l'éveil des consciences, a lancé « Les journées d'actions citoyennes », et les médias sociaux se sont révélés être un outil puissant pour connecter les citoyens qui partagent la même vision au sein de la société civile voire les partis politiques. Avec l'adoption de la loi de finances 2018, les acteurs de la société civile ont estimé que celle-ci contient des mesures fiscales draconiennes pour les citoyens Nigériens. C'est pourquoi, ils ont demandé la révision de cette loi dite scélérate. Face au refus obstiné des autorités à cette demande, ces acteurs ont initié et lancé les Journées d'Actions Citoyennes (J.A.C). Au cours de ces journées d'actions citoyennes, les médias sociaux ont joué un rôle important dans la mobilisation citoyenne comme en témoignent la pléthore des groupes d'interfaces whatsapp, Facebook, twitter, etc.

Force est de constater, qu'il s'est produit une sorte d'effet levier des réseaux sociaux permettant de soulever les masses. Le regroupement par les médias sociaux des milliers de personnes à un endroit donné a fait couler beaucoup d'encre au-delà des modalités classiques de mobilisation. Les médias sociaux ont bouleversé et instauré un nouvel ordre par leur instantanéité avec un effet de masse immédiat.

Dans la présente recherche, il s'agit d'analyser les rôles des médias sociaux dans le cadre de la lutte contre certaines mesures contenues dans la loi de finances 2018.

La question principale consiste à répondre à cette interrogation : Quels sont les rôles de ces médias sociaux dans le cadre des journées d'actions citoyennes initiées par les acteurs de la société civile ?

Deux (2) questions subséquentes découlent de celle-ci :

1. En quoi les médias sociaux constituent-ils un moyen d'expression de liberté dans un contexte démocratique ?
2. Quels sont les limites des médias sociaux dans la culture de la citoyenneté responsable à l'ère du numérique ?

## **1. Méthodologie de la recherche**

La méthode utilisée pour la collecte des données est l'observation participante. C'est dans cette optique que le chercheur a pris part à toutes les journées d'actions citoyennes organisées par les acteurs de la société civile. A l'occasion de celles-ci, les échanges avec les manifestants a permis de cerner les contours de ces journées d'actions Citoyennes. L'entretien individuel, à l'aide du guide d'entretien a été également utilisé dans le cadre de cette recherche.

L'analyse des données a permis d'apprécier et d'analyser les rôles que les médias sociaux ont joué lors ces journées d'actions citoyennes. De même, elle a permis de mettre en relation les médias sociaux et la culture de la citoyenneté responsable à l'ère du numérique. Ainsi, pour analyser ces paramètres, nous avons procédé à l'analyse des discours et analyse de contenu pour analyser les données recueillies.

Les entretiens individuels à travers un guide pour les acteurs de la société civile ont été administrés. En plus de ces entretiens, l'observation directe est aussi privilégiée car l'auteur est à la fois chercheur et acteur. Après la recherche documentaire qui a consisté à sélectionner et parcourir les articles axés sur les mouvements sociaux, vient compléter, ces techniques ont permis de mieux appréhender le rôle des médias sociaux dans la mobilisation des participants aux JAC. Ensuite, recours a été fait pour la méthode de l'analyse de contenu avant d'aboutir à ces résultats. Il faut dire que dans le cadre de la collecte des données, l'usage de la langue locale (Hausa) a été fait avant de procéder à la transcription et la traduction en Français de toutes les données brutes.

### ***1.1 Groupes cibles :***

Dans cet article, nous avons choisi comme cible :

- ❖ Dix (10) leaders de la société civile;
- ❖ Dix (10) acteurs des médias (radios, télévisions, journaux);

- ❖ Dix (10) responsables des partis politiques de l'opposition et de la majorité;
- ❖ Vingt(20) participants aux journées d'actions citoyennes

Le choix de ces acteurs se justifie par l'opportunité qu'ils nous offrent pour une meilleure analyse du phénomène à fin de comprendre et expliquer les rôles et les limites des médias sociaux dans le cadre des journées d'actions citoyennes.

## 2. Résultats

### *2.1. Genèse et contexte des journées d'actions citoyennes*

L'émergence des mouvements sociaux depuis la fin des années 1990 avec la conférence nationale qui autorisa le multipartisme et la création d'associations de toutes sortes, a vu la naissance d'une société civile et la création d'un espace public dont elle est un moteur.

Au Niger comme dans de nombreux pays, les luttes citoyennes ont bousculé l'ordre établi et suscité des espoirs. Les mouvements sociaux de nature nouvelle introduit par des leaders issus du monde associatif, connu sous le nom « société civile » ont contribué à l'enracinement des valeurs démocratiques. En effet, au cours des deux dernières décennies, on constate qu'une montée en puissance des mouvements sociaux au Niger. A titre illustratif, en 2005, on enregistre le plus grand choc intervenu entre l'Etat et la société civile avec la promulgation de la loi de finance qui consacre une augmentation de la TVA de 12 % à 19 % sur les produits de première nécessité renforçant la précarisation des fournisseurs (commerçants) et surtout des consommateurs (masse paysanne y compris les fonctionnaires). La réaction de la société civile ne s'est pas fait attendre, les revendications de plusieurs associations et syndicats ont convergé dans l'élaboration d'un mouvement pour dénoncer la vie chère. En organisant des marches, suivies d'opérations « ville morte » et de grèves générales, la société civile parvint à déstabiliser réellement le régime. Le gouvernement n'eut pas le choix, il opta pour la négociation et finit par revenir sur sa décision. Ces négociations furent principalement menées par les responsables de la Coalition Équité/Qualité contre la vie chère avec à leur tête l'acteur de la société civile Nouhou Mahamadou Arzika, qui acquièrent en ce moment une notoriété importante en devenant des figures emblématiques des luttes citoyennes (Gazibo, 2007).

## ***2.2. Sens et signification de la «Journée d'Action Citoyenne (J.A.C)».***

En Octobre 2017, avec l'adoption de la loi de finances 2018, marqué par un contexte caractérisé par l'augmentation de la TVA sur certains produits de première nécessité où en même temps le train de vie des institutions de l'État, particulièrement de l'assemblée nationale, du ministère de la défense ou encore de la présidence de la République connaît une amélioration théorique avec une allocation conséquente de leur enveloppe budgétaire. Conformément à leurs missions, les organisations de la société civile ont demandé au gouvernement à travers une rencontre avec les membres de la commission finances de l'assemblée nationale, de revoir certaines mesures jugées « d'antisociales » par les citoyens.

Devant l'échec de l'intermédiation, les acteurs de la société civile regroupés autour du Cadre de Concertation et d'Actions Citoyennes de la Société Civile Indépendante du Niger (CCAC/SCI/NI) ont initié « les Journées d'Actions Citoyennes (J.A.C) ». Ces dernières sont nées de la réflexion des leaders de la société civile à instituer des journées au plan national à travers lesquelles des activités telles que les conférences, déclarations de presse, thé-débat, meeting, manifestation de rue, ville morte ou pays mort etc.) puissent être menées dans toutes les régions du pays dans le cadre du combat contre certaines mesures contenues dans la loi de finances 2018. Pour contrecarrer les actions de ce mouvement, l'Etat a procédé à des arrestations des acteurs de la société civile membres fondateurs de ces mouvements notamment Moussa Tchangari, Ali Idrissa, Nouhou Mahamadou Arzika, Diori Ibrahim, Mikol Zodi etc. Cette situation montre non seulement l'importance de la société civile pour la gouvernance démocratique, mais aussi ses forces et faiblesses face aux velléités du régime autoritaire et autocratique car parmi la trentaine de personnes arrêtées au cours de ces journées d'actions citoyennes beaucoup ont bénéficié d'un non-lieu.

## ***2.3. Rôle des médias***

Les interfaces comme Facebook, whatsapp, twitter ont constitué des canaux de communication à travers lesquels les informations sont diffusées avant, pendant et après les activités du cadre de concertation:

**En amont:** Pour aller dans la logique de Neveu (2011) qui pense que les mouvements sociaux sont définis comme une forme d'action collective

concertée en faveur d'une cause, au Niger les réseaux sociaux ont servi à communiquer la nature de l'information. En d'autres termes, ils permettent à l'opinion de connaître le motif, c'est-à-dire les raisons pour lesquelles les actions sont organisées (la taxe sur les engrais d'origine animale ou végétale, la TATTIE, la taxe d'habitation, augmentation de la TVA sur le transport à titre illustratif Niamey- Zinder de 13000 à 14000 soit une augmentation de 19%). Dans le cadre de ces J.A.C, ces réseaux sociaux numériques ont permis aux participants de s'informer sur les horaires du début et de la fin de chaque manifestation particulièrement l'itinéraire, le lieu de rassemblement des manifestants conformément à la loi 2004-35 portant manifestation sur la voie publique.

**Pendant:** De façon instantanée les informations sont relayées en temps réel contrairement aux médias classiques qui ont des temps précis la diffusion ou la parution à l'image des journaux radio-télévisés ou publications. Cela a permis également d'inciter d'autres personnes à rejoindre les lieux de manifestations et du coup augmente le nombre de participants pour marquer la réussite de l'activité.

**Après:** A la fin de chaque journée d'action citoyenne, les médias permettent à l'opinion nationale et internationale de connaître les préoccupations posées par le cadre de concertation et d'actions citoyennes. Ils servent également à relayer les rencontres d'auto-évaluation par les acteurs. Cela soutient le point de vue de Champagne (1993:61): « les malaises sociaux n'ont une existence visible que lorsque les médias en parlent ».

#### ***2.4. Médias sociaux comme moyen d'expression de liberté dans un contexte démocratique.***

Selon Maxime de Blasi (2011), « les réseaux sociaux apparaissent comme un monde propre, avec ses codes et ses usages dont l'impact en termes de démultiplication médiatique en fait une force émergente, sorte de démocratie d'opinion de percussion et au caractère potentiellement déstabilisateur ». En effet, le regroupement via les réseaux sociaux numériques de milliers de personnes à la place de concertation à Niamey, ou encore à la place des martyrs à Zinder a donné un cachet particulier aux journées d'actions citoyennes.

La mobilisation des jeunes exprime cette "extension des domaines de la lutte" à notre démocratie. Au début sans indices de réussite, elle a été gonflée par les réseaux numériques notamment facebook, twitter et whatsapp. On peut avancer l'idée selon laquelle que ces médias offrent une réactivité dans la diffusion des informations et la fixation des lieux de manifestation qui se déroulent sous haute surveillance policière.

L'exemple égyptien a, le premier, révélé l'impact très réel des réseaux virtuels. Les médias sociaux constituent aujourd'hui un nouvel instrument de mobilisation moderne. Les messages groupés sur la toile notamment (Les « J'aime » sur facebook et les « tweets » sur twitter, sont un nouvel espace d'expression dans le champ politique. Ce qui est intéressant, c'est leur caractère instantané qui provoque une opinion et un effet de masse immédiat.

En effet, au Niger, les groupes Facebook, Whatsapp et Twitter, créé par les acteurs de la société civile ont énormément servi de relai à la mobilisation lors des journées d'actions citoyennes. Ils ont produit une forme paradoxale d'émancipation par l'accession à un espace, discursif, médiatique, organisationnel et situationnel dont les participants aux J.A.C se retrouvaient privés depuis très longtemps.

Selon cet enquêté un militant engagé :  
"Ce qui est véhiculé sur Facebook la plupart, c'est slogans, des images, des caricatures; des spots, de la musique etc. pour galvaniser la population afin qu'elle assiste à nos manif ».

Ces nouvelles plateformes numériques sociales sont, de fait, les seules dimensionnées pour collecter et agréger à la fois la parole et les colères de populations déclassées et en situation de pauvreté ou de souffrance sociale.

En plus d'encourager le vote, la meilleure opportunité qui nous est offerte est de permettre aux gens d'être impliqués ("engaged") avec les sujets

de tous les jours qui les préoccupent, et pas simplement lors des périodes électorales. Nous pouvons aider à établir un dialogue direct et responsable entre les gens et leurs représentants élus ». (Mark Zuckerberg fondateur de Facebook).

Ces propos montrent clairement que les réseaux sociaux numériques permettent aux citoyens d'être virtuellement en contact avec leurs dirigeants pour exprimer leur ras le bol par rapport à une situation donnée.

Au Kenya par exemple, des villages entiers et leurs représentants politiques se rassemblent sur des groupes Whatsapp. En plus, dans les campagnes politiques récentes de l'Inde à l'Indonésie, en Europe ou aux Etats-Unis, nous avons constaté que les candidats vainqueurs étaient ceux qui étaient en contact permanent avec les électeurs sur les réseaux sociaux. (Zuckerberg, M., 2017)

De la même manière que la télévision fut le premier média pour la communication politique ("*Civic communication*") dans les années 60, les médias sociaux le sont pour le 21ème siècle.

Dans cet univers (médias sociaux), l'espace public d'expression et de formation des opinions est, à tous égards, compressé dans le temps et l'espace géographique. Cela pourrait se traduire par une démocratie davantage participative mais dont le degré d'implication et d'adhésion des participants aux mobilisations est variable, changeant et moins durable, voire éphémère.

C'est donc une démocratie où aux côtés de la société civile émerge une « société numérique » qui coexiste et qui donnent naissance au concept de E-démocratie.

### **2.5. Limites des réseaux sociaux**

Parmi les limites qu'on a pu relever des réseaux sociaux figure en bonne place la fracture numérique du premier et second degré: C'est-à-dire que la plupart des participants n'ont pas ou ont un accès limité d'internet.



Selon les résultats de notre observation participante parmi les participants aux journées d'actions citoyennes on constate que plus de 50% ne sont pas connectés aux médias sociaux; on rencontre cela chez les participants ayant un âge avancé compris entre 45- 55 ans (résultats de l'observation participante). Ils ont juste des simples téléphones donc ne possèdent pas des téléphones intelligents.

L'indisponibilité temporelle du réseau internet constitue également une limite et elle est due à une Faible couverture, un problème technique voire sur instruction de l'Etat. Une autre limite non pas de moindre est le coût élevé. Il s'explique par le faible pouvoir d'achat des nigériens à telle enseigne que la plupart des participants aux J.A.C ne disposent pas de ressources de façon permanente pour activer les forfaits internet. Parmi les limites relevées nous avons aussi la non maîtrise des interfaces. C'est-à-dire que le faible taux de scolarisation au Niger, explique que beaucoup des participants ne savent pas manipuler les outils.

Enfin, la manipulation de l'information occupe la dernière position parmi la liste des limites des réseaux sociaux numériques dans notre champ d'étude. En ce sens que de part et d'autre chacun cherche à montrer la réussite ou l'échec des journées d'actions citoyennes à travers la propagation de fausses images ou des écrits à travers les médias sociaux.

### **3. Discussion**

La société civile est un tremplin vers une citoyenneté active et participative. Elle peut ouvrir la porte aux nouveaux arrivants en provenance d'autres pays en leur attribuant un rôle dans la construction de l'identité collective ; une identité qui dépasse les frontières nationales. Elle offre la possibilité d'unir les citoyens autour d'un thème commun à la communauté, qu'il s'agisse de votre quartier, de votre région, de votre pays etc. C'est le cas des journées d'actions citoyennes qui s'intéressent aux questions nationales. En suivant cette logique, on pensera alors aux rôles des médias sociaux numériques dans la construction et la résolution d'enjeux collectifs dans une problématique élargie de la construction des problèmes sociaux qui intègre l'ensemble des institutions et groupes qui agissent en entrepreneurs de causes (Neveu, 1999).

Dans le même, ordre d'idées Neveu(1999), soutient que :

Le rôle des mouvements sociaux comme forces essentielles de construction d'un « espace public » à travers leurs pratiques d'utilisations et de détournement de formes de communication sociale déjà disponibles. Elle pousse à substituer à la vision des mouvements sociaux comme moments de surchauffe ou de désordre de l'espace public leur rôle dans son fonctionnement quotidien, sa recomposition permanente.

La résonance entre des mouvements qui, dans des contextes différents, expriment une forte solidarité mutuelle et adoptent des pratiques semblables dans des assemblées ou des manifestations renvoie à des éléments d'une culture politique qui se décline sur les différents sites et s'articule autour de valeurs partagées que ces acteurs mobilisent dans leur critique de la société existante et dans leur entreprise de transformation des subjectivités et des orientations normatives (Touraine, 1978). A travers le monde, et dans des contextes très différents, les acteurs de la société civile initiateurs des journées d'actions citoyennes ont articulé leurs revendications et leurs pratiques autour de trois valeurs : la démocratie, la dignité et la justice sociale. Chacune de ces valeurs a une longue histoire. Ces acteurs les ont remobilisées en les articulant, en associant pour chacune d'elles les aspects revendicatifs tels que la révision de la loi de finances 2018 et la suppression des certaines taxes notamment sur l'énergie, le transport, la communication et surtout sur les produits de première nécessité.

Par leurs déclarations, leurs modes de réaction à l'action manifestante, ces leaders ont contribué à peser sur les perceptions sociales qui s'y attachent à leur quotidien.

C'est pourquoi, un registre d'indignation morale et de frustration est observable dans 47 (95 %) des enquêtés. La tendance de l'injustice dans le mode de gouvernance de ce régime en place a été aussi très significative en ce sens que plus de 85 % des personnes enquêtés ont ce sentiment. Pour soutenir les journées d'actions citoyennes, ce sont encore 50 (100 %) des participants qui évoquent l'idée de l'action collective comme

réponse à cette nouvelle loi de finances, et 48 (97 %) des participants qui la tiennent pour légitime sur au moins un des dossiers débattus.

La place prise par les médias sociaux comme outils de coordination et d'action militante a été déterminante pour le succès des journées d'actions citoyennes. Selon Neveu (1999), « c'est essentiellement depuis une quinzaine d'années que s'est développé un flux significatif de recherches sur les rapports entre médias et mouvements sociaux ».

C'est ainsi que la stratégie était de plus en plus orientée vers l'utilisation des médias sociaux comme Facebook, whatsapp, twitter. Ils permettaient aux responsables des J.A.C de contacter les militants en temps réel. Comme Neveu(1999), le souligne :

Les réseaux sociaux connaissent aussi de multiples appropriations militantes : Ils ouvrent des possibilités sans grand précédent de faire chuter les coûts de maintenance d'une organisation, de mettre à disposition des militants des datas et des possibilités de contact. Les usages militants du web ont aussi pour particularité de constituer un objet qui réactive toutes les mythologies qui accompagnent l'apparition de nouvelles technologies de communication.

Dans le même ordre d'idées, la formule de Philippe Manjeot, «Act-Up est un média à soi tout seul», vaut donc d'être prise au-delà de la boutade. Elle exprime une intelligence réflexive des enjeux d'une communication maîtrisée par le mouvement social, tout comme l'ensemble de son entretien met en lumière la complexité des relations de médiation et médiatisation qui sont au cœur du travail militant.

Contrairement aux médias classiques, les médias sociaux, au nombre des questions qui hantent la recherche sur les relations entre médias sociaux et mouvements sociaux, figure celle de l'impact exact des modes de couverture. Si elles ne peuvent se ramener à une vision critique et sombre, nombre d'analyses convergent cependant pour suggérer que les

mouvements sociaux sortent rarement gagnants de leur complexe relation aux médias. (Neveu, 1999).

Une vision élargie du système d'interdépendances suppose enfin de poser la question des effets de la couverture d'un mouvement social sur l'émergence de contre mouvements. David Meyer et Suzanne Staggenborg ont souligné que l'un des effets paradoxaux d'une couverture médiatique forte ou valorisante pouvait aussi être de mobiliser les opposants à la cause du mouvement en cours. Cette tendance est d'autant plus réelle que les valeurs d'objectivité qui font partie de l'habitus professionnel de nombreux journalistes les incitent, confrontés à une mobilisation, à faire écho aux positions des groupes et porte-parole hostiles ou menacés par le mouvement en cours. Les succès politiques et médiatiques d'un mouvement peuvent ainsi constituer le paradoxal carburant de contre mobilisations. Le cas des luttes entre groupes Pro-Choice et Pro-Life aux Etats-Unis en donne un exemple typique (Meyer, D et Suzanne, S, 2008). Il arrive même qu'en étalonnant comme décisives, certaines séquences d'action collective, la presse devienne coorganisatrice d'affrontements plus ou moins ritualisés entre partisans et adversaires d'une cause. Au Niger, on a assisté à une contre-manifestation organisée par les partisans du pouvoir. Le 4 Mars 2018 fut une journée marquée par les marches pro-loi de finances à travers les grandes villes du pays. En dépit des moyens investis, la mobilisation n'a pas été à la hauteur des organisateurs. D'où cette décision tacite d'interdire toutes manifestations pour ou contre la loi de finances 2018. Un responsable municipal assurant l'intérim du maire de la ville de Zinder nous a relevé que: « *à partir du 4 Mars 2018, toute manifestation pour ou contre la loi de finances est interdite, c'est un ordre qui vient de la hiérarchie* ». A l'évidence des faits, cette assertion était corroborée par des interdictions systématiques de toutes les manifestations.

Aujourd'hui, force est de constater que les réseaux sociaux permettent d'organiser des révolutions sociales à l'instar du mouvement des gilets jaunes qui vient de bousculer l'ordre discursif en France. Dans la même optique, des chercheurs comme Benoit Coquard commencent d'ailleurs à produire des analyses de terrain du mouvement des Gilets Jaunes sur le mode de l'observation participante. Du point de vue Bourdieusien, il s'accorde à reconnaître que :

À plus grande échelle, on parle d'un mouvement interclassiste, ce qui le discrédite aux yeux de certains à gauche qui y voit un éparpillement. Mais sociologiquement, il y a une cohérence globale dans les profils rencontrés, car les « gilets jaunes » sont centrés dans la zone « en bas à droite » de l'espace social si l'on prend une grille de lecture bourdieusienne, c'est-à-dire des classes populaires aux classes intermédiaires plutôt peu diplômées et exerçant des métiers manuels. Ce sont des personnes qui ont des goûts proches, qui se côtoient au quotidien, sont en accord dans leurs visions du monde. Les proximités sociales ne sont pas réductibles aux classes « sur le papier » (pour parler comme Bourdieu), mais plutôt à des positionnements proches dans l'espace des styles de vie.

Dans la même lancée, un enquêté (acteur de la société civile Zinder) soutient ces propos :

« Nous devons poursuivre notre rôle d'une manière significative et efficace, et continuer à formuler des avis et des recommandations de haute qualité à nos décideurs politiques et autres. C'est notre raison d'exister: assurer une démocratie participative efficace» (X, acteur de la société civile, entretien le 10 Aout, 2020). Plus loin à Niamey, les principaux leaders du cadre de concertation et d'actions citoyennes de la société civile indépendante du Niger accompagnés agissaient sur deux fronts : ils mobilisaient surtout la rue à travers des meetings et des marches ; ils intervenaient dans presque tous les débats des médias publics et privés. C'est là une fonction que plusieurs pionniers assignent à la société civile (Bratton, 1994). Cette détermination de ces acteurs clé de la société civile a drainé au cours des six mois durant des milliers et des milliers des manifestants engagés à poursuivre le combat citoyens à travers l'usage des médias sociaux. D'ailleurs, les résultats des entretiens

recueillis sur le terrain révèlent qu'une écrasante majorité des enquêtés disent être intimement liés à l'usage des réseaux sociaux pour s'informer et affirment abandonner petit à petit les médias classiques. C'est le cas d'un enquêté qui s'exprime en ces termes : « le matin quand je me réveille, je me connecte sur mon smart phone pour lire les différentes notifications que j'ai reçu, Facebook et whatsapp sont entrés dans ma vie ». (X, acteur de la société civile, entretien le 15 Aout, 2020). C'est conscient de cette situation que Mark Zuckerberg a la vision de bâtir deux types "d'infrastructures sociales" :

La première pour encourager l'engagement dans les processus politiques existants." "La seconde pour établir de nouveaux processus participatifs dans des prises de décisions collectives pour les citoyens du monde. Notre monde est plus connecté que jamais, et nous faisons face à des problèmes globaux qui dépassent les frontières nationales. En tant que première communauté mondiale, Facebook peut explorer et développer des projets de gouvernance citoyenne renouvelée à une échelle massive. (Zuckerberg, M., 2017)

Les enjeux des mouvements sociaux se traduisent essentiellement par la transformation et la régulation de la société par l'appropriation des avantages qu'offrent les réseaux sociaux numériques pour la réussite des journées d'actions citoyennes. Cela est corroboré par les entretiens menés, qui attestent également un grand intérêt des participants à la poursuite de ce combat en se basant sur ces nouveaux outils jusqu'à l'aboutissement de ces revendications sociales.

Enfin, les activistes que nous avons interrogés associent étroitement le succès des mobilisations aux rôles joués par les réseaux sociaux numériques qui constituent incontestablement le levier de restauration de la démocratie et la justice sociale.

## Conclusion

Au regard de tout ce qui précède, nous pouvons affirmer que les médias sociaux constituent un instrument incontournable en termes d'information et de communication surtout dans le cadre des journées d'actions citoyennes de 2018. Au Niger, même si la majorité des participants ne possèdent pas un smartphone ou Android, ce handicap est loin de déroger à cette tradition locale qui consiste à transmettre les informations de bouche à oreille.

En effet, cet article retrace dans un premier temps le rôle des médias sociaux dans le cadre des journées d'action Citoyenne au Niger. Cela a permis dorénavant de voir les médias sociaux comme un moyen d'expression et de liberté dans un contexte démocratique. Cependant, même si de manière générale la perception des médias sociaux est positivement apprécié, il n'en demeure pas moins qu'ils aient des limites. Par ailleurs, il faut dire avec l'adoption de la nouvelle loi sur la cybercriminalité au Niger, l'on est en droit de se demander si les médias sociaux numériques vont continuer à l'épanouissement de l'espace civique au Niger.

## Bibliographie

- Alain Touraine** (2013), *Des mouvements sociaux à l'acteur* in « Jean Paul Lebel : les penseurs de la société » (grands dossiers N° 30-mars-Avril 2013).
- Boivin Maxime.** (2011), *Les réseaux sociaux, comme leviers des mobilisations et des révolutions* Publié le 08 juillet 2011 à 09h21 - Mis à jour le 08 juillet 2011 à 09h20
- Claude Lefort** (1981), *Démocratie et totalitarisme*/cairn.info Numéro 16 pages 57- 583.
- David Meyer et Suzanne Sauvé** (2008), *research in social movement, conflict and change*,vol28 Emerald Group publishing limited, Bingley pp207-238
- Erik Neveu** (1999), *Médias, mouvements sociaux, espaces publics*. In : Réseaux, volume 17, n°98,. Médias et mouvements sociaux. pp. 17-85;doi : <https://doi.org/10.3406/reso.1999.2180>
- Hamani Moussa** (2007), *Mobilisations citoyennes et émergence d'un espace public au Niger depuis 1990*. Sociologie et sociétés, 39 (2), 1937.<https://doi.org/10.7202/019082ar>

**Mark Zuckerberg** (2017) « *dévoile son plan pour sauver le monde* », in le figaro du 17/02/2017.

**Meirieu Philippe** (1997), Act Up., <https://vacarme.org>.

**Michael Bratton** (1994), *Civil Society and Political Transitions in Africa*, in N. Chazan, J. Gazibo,